

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !



N° 133 2 €

Mars avril 2016



NI AMENDABLE, NI NÉGOCIABLE, LE CAPITALISME EST NOTRE CIBLE !

permis d'exploiter et de licencier sans limite ; c'est à quoi répond le projet de loi El Khomri, combattu depuis février par des centaines de milliers de grévistes et de manifestants à travers le pays.

culier de nombreux lycéens et syndicalistes lors des manifestations de mars-avril ; mais ce sont surtout des attaques institutionnelles répétées contre les droits démocratiques et les libertés publiques, avec notamment la nouvelle loi pénale adoptée le 9 mars 2016.

Crise politique sur fond de régime répressif.

Pas de fausses solutions, pensons révolution !

"**M**éthode-Coué", "Président Cavamieux", ... de nouveaux sobriquets désignant F. Hollande se sont ajoutés à la longue liste de ses surnoms, après sa prestation télévisée du jeudi 14 avril 2016 sur France 2. Ces quolibets mettent en évidence le mode communication utilisé par le gouvernement PS pour tenter de justifier sa politique de contre-réformes au service du patronat : enfumage, mensonges et jusqu'au-boutisme sont les piètres recours d'un Président qui bat tous les records d'impopularité.

Crise du capitalisme et casse des acquis sociaux : les deux faces d'un même système à abattre.

L'affirmation de Hollande sur « la France qui va mieux » a été dénoncée par beaucoup comme une nouvelle preuve du mépris de ce gouvernement à l'égard de « la France qui

souffre » ; en arrière-plan de cette souffrance, s'accumulent des signes annonçant une nouvelle aggravation de la crise : une dette publique qui a franchi la barre des 2000 milliards d'euros en 2014, mais des cadeaux au patronat qui ne se tarissent pas (230 Mds d'euros annuels sous forme d'aides directes et de crédit d'impôt) ; des faillites d'entreprises qui explosent (62 586 en 2014, contre 45 000 en 2007), mais une courbe du CAC 40 en forte hausse depuis 2012 (de 3000 à 4500 pts) et un cancer spéculatif généralisé à l'échelle planétaire, comme l'ont rappelé les récentes révélations des « Panama papers » sur les paradis fiscaux. Dans ce contexte, l'acharnement du gouvernement Valls-Hollande à poursuivre ses contre-réformes ne peut qu'éclairer sur ce qu'est le pouvoir capitaliste : quel qu'il soit, il est au service d'un commanditaire exclusif, à savoir les monopoles et l'oligarchie financière et leur porte-parole principal, le MEDEF, soucieux de maintenir le taux de profit maximal et d'accroître l'accumulation du Capital. Leur dernière « commande » en date a été d'abattre définitivement le « mur » du Code du travail, pour un

« Je poursuivrai jusqu'au bout »..., cette phrase répétée quatre fois par Hollande le 14 avril à France 2 est symptomatique du gouffre qui sépare ceux qui dirigent et les masses populaires, et de la violence dont est capable la classe dominante pour garder le pouvoir. La crise politique que nous analysons régulièrement s'est encore accentuée, à travers les taux records d'abstention (près de 75 % à la dernière législative en Loire-Atlantique!), par la promotion de l'homme de la Banque, commissionnaire de Rotschild (cf. Macron et son pseudo mouvement politique « En marche ») et la recherche pathétique d'un « sauveur suprême » présidentiable lors de primaires « à droite et à gauche ».

Le discrédit jeté sur les politiciens qui dirigent l'appareil d'Etat et ceux qui sont au pouvoir s'aggravant, le mécontentement populaire s'affirme avec plus de combativité, comme l'ont montré les nombreuses luttes locales et journées de mobilisation, où la jeunesse étudiante s'est invitée à nouveau aux côtés des travailleurs et retraités. Dès lors, le régime capitaliste n'a pas d'autre choix que de recourir à la force : ce sont bien sûr les violences policières et les arrestations dont ont été victimes en parti-

Pour autant, la violence étatique trouve ses limites dans le risque redouté d'un raz-de-marée de mobilisations mettant en mouvement les masses populaires (comme cela s'est produit en 1936 avec le Front populaire dont c'est en 2016 le 80ème anniversaire) contre le patronat et le gouvernement. D'où les manœuvres continues, de la part de la classe dominante et de ses médias, pour diviser le mouvement (et les « Nuits debout » jouent de cette partition...) et détourner les mécontentements vers des cibles « annexes », comme récemment celles des fraudeurs de la fiscalité.

Notre Parti révolutionnaire - Communistes - est engagé résolument aux côtés des travailleurs et des forces populaires qui luttent. Mais il le fait avec le souci permanent de rechercher et de dire la vérité sur le système capitaliste : en forgeant l'unité de classe de tous les opprimés en lutte, nous pouvons faire reculer le pouvoir ; mais la seule perspective pour gagner durablement le progrès social et la démocratie, c'est la révolution et la construction d'une autre société : le socialisme.

E.K.

La loi El Khomri : TOUT POUR LE CAPITAL !



Photo IC.

La loi El Khomri concentre le mécontentement général du monde du travail et de la jeunesse. La destruction systématique de tout le Code du travail vise à laisser sans protection juridique les travailleurs face à leur patron. C'est plus d'un siècle de luttes, parfois violentes, que le gouvernement social-démocrate de M. Hollande veut effacer pour satisfaire la bourgeoisie, française et internationale. Cette loi est un élément d'un puzzle qui se construit méthodiquement depuis 2012 : l'ANI, le Pacte de responsabilité, la loi Macron, toutes les contre-réformes mises en place visent à balayer les obstacles à une exploitation aggravée des travailleurs, à faire porter à l'ensemble des couches populaires le poids du soutien de l'État au capital financier pour faire face à la crise chronique qui ronge ce dernier. Cette loi, improprement appelée « loi-Travail », c'est aussi la préparation du terrain pour la signature du Traité Transatlantique qui doit permettre la mise en place d'un vaste ensemble impérialiste de libre-échange regroupant le Canada, les États-Unis et l'UE. C'est la raison pour laquelle l'ensemble législatif, mis en place ici, l'est également (dans des amplitudes plus ou moins grandes) dans tous les pays de l'Union Européenne : il s'agit, entre autres, d'adapter le droit du travail au « moins-disant », pour permettre de faire pression à la baisse sur le prix de la force de travail, et donc à la hausse de la plus-value extorquée !

Cette politique suscite la colère. Plus « transparente » que les lois précédentes, la loi El Khomri dévoile finalement aux yeux de tous le caractère de classe de la politique menée. Caractéristique est le fait que le 9 avril, tant dans les cortèges lycéens que syndicaux, on ait entendu chanter l'Internationale, ce qui n'était pas arrivé depuis un bon moment ! La bourgeoisie, son appareil politique (dont le PS est une pièce maîtresse, au même titre

que ses relais dans les masses, que sont la CFDT et l'UNSA), prennent des dispositions pour faire face à toute éventualité. La guerre idéologique menée sur le thème de la modernité ne paraît pas avoir un grand écho dans le pays. Le syndicalisme jaune est en difficulté. C'est pourquoi on ne saurait dissocier de cette politique anti-sociale, réactionnaire au sens plein du terme sous ses oripeaux modernistes, son volet répressif. La conjoncture a donné au gouvernement des prétextes supplémentaires en utilisant le terrorisme. Mais ne nous y trompons pas, les attentats de l'année 2015 n'auraient pas eu lieu que

Car les contre-réformes en cours ne sont pas des lubies passagères, elles sont vitales pour le Capital face à sa crise et à l'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes. Et elles en appellent d'autres, comme le signifie Macron

les lois liberticides auraient quand même été adoptées. Car même lorsqu'il est officiellement question de lois pour « lutter contre le terrorisme », dans la réalité, le gouvernement fait adopter des dispositions renforçant considérablement le contrôle social de la population : renforcement des pouvoirs de la police, contrôle des déplacements, de l'usage d'Internet, écoutes téléphoniques étendues, accentuation de la politique répressive dans le cadre de la réforme du code pénal. Adoptée le 9 mars 2016, elle prévoit de quasiment liquider le pouvoir judiciaire, de renforcer le pouvoir exécutif, les pouvoirs de police contre les magistrats ; elle permet la privation de liberté en dehors de toute infraction pénale. Tout est en place pour écraser toute contestation du système capitaliste quel qu'en soit le niveau : il suffit de décréter que cela relève du terrorisme et le tour est joué.

Un autre aspect doit être pris en compte, en liaison directe avec les lois Macron et El Khomri : toutes les lois sécuritaires renforcent la protection du « secret des affaires » et la répression contre ceux qui les violeraient. Le Parlement Européen vient d'ailleurs de voter pour une directive européenne sur le sujet. C'est dire combien sont hypocrites les campagnes saluant les « lanceurs d'alerte » ! Car de fait, il s'agit bien de pénaliser tout ceux qui

voudraient rendre public ce que le patronat veut cacher, et en particulier les élus syndicaux du personnel, empêchés d'avertir leurs mandants et la population de ce qui se passe ! Ce n'est pas un hasard si c'est en plein état d'urgence (prolongé pendant la période de sa discussion) que l'exécutif a présenté sa loi de régression sociale et politique. Il escomptait bien profiter de l'aubaine pour faire taire les opposants. Cependant, la réaction des travailleurs, y compris au travers d'organisations syndicales qui jusqu'ici n'avaient pas mis le paquet contre les contre-réformes, l'a pris de cours et cela même au moment où il était obligé de reculer sur la réforme constitutionnelle. Il ne s'agit pas seulement des sondages (trois Français sur quatre contre la loi El Khomri, et ne parlons pas de ceux concernant la popularité du Président de la République), ni même de la combativité des cortèges et de la participation des lycéens et étudiants ; mais aussi de l'appel commun à la grève le 31 mars, lancé par la CGT, FO, la FSU et Solidaires, et de son écho dans le secteur privé pour la première fois depuis bien longtemps.

Pour tenter de diviser le mouvement entre la jeunesse et les salariés, le gouvernement est allé jusqu'à faire des propositions en trompe-l'œil. Mais sur le fond, pas plus que dans la forme, les mesures avancées ne règlent en rien les problèmes dramatiques auxquels est confrontée la jeunesse de ce pays. Elles pourraient, si elles étaient adoptées, rendre la vie moins pire dans l'immédiat pour l'infime minorité des « bénéficiaires », pas les sortir de la galère. Par contre, le gouvernement maintient le projet El Khomri, ce qu'a confirmé le Président Hollande dans son émission télévisée du 14 avril. Or c'est bien là la question : il faut obliger le gouvernement à retirer une loi qui n'est ni amendable ni discutable. Cela nécessite une amplification de la mobilisation et un engagement clair des organisations syndicales, comme y appellent les Goodyear pour le 51e Congrès de la CGT. Mais cela nécessite aussi la montée en puissance de la conscience de classe révolutionnaire, par le renforcement du Parti de la classe ouvrière, le Parti révolutionnaire - Communistes -, condition indispensable pour que le prolétariat passe à l'offensive en remettant en cause la domination de la bourgeoisie. Car les contre-réformes en cours, répétons-le encore et encore, ne sont pas des lubies passagères, elles sont

nécessaires, vitales pour le Capital face à sa crise et à l'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes. Et elles en appellent d'autres, comme le signifie Macron quand il déclare : « il faut que nous allions plus loin » et qu'il appelle à « des réformes radicales, fortes et très ambitieuses pour le pays, sans être enfermé dans les approches classiques de droite et de gauche ». Il n'y a donc pas d'alternative crédible autre que de s'attaquer au capitalisme, de préparer l'affrontement politique avec la bourgeoisie et son appareil d'État pour les renverser et aller de l'avant : édifier un pouvoir exprimant les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, socialiser les moyens de production et d'échange, planifier la production et la satisfaction des besoins !

M.C.

Les salariés intermittents seraient-ils les responsables ?

Les productions des entreprises du spectacle sont souvent par nature limitées dans le temps, d'où la subordination de salariés artistes, techniciens, ouvriers sur des périodes définies parfois très courtes d'une journée ou plus. Les luttes de classe ont permis de gagner une indemnisation particulière au régime général d'assurance chômage compte tenu de cette situation précaire (le 1er régime intermittent date de 1936). Le Capital n'a eu de cesse de la remettre en cause. Les attaques de ces mois-ci dirigées par les monopoles français (avec le MEDEF en pointe alors qu'il ne représente qu'une minorité des sociétés du secteur) sont à replacer dans l'offensive générale de ce début d'année contre les droits des salariés. Le capitalisme profite des négociations actuelles sur le régime général de l'assurance chômage (Unedic). Le gouvernement Hollande-Valls demande 800 millions d'économies à l'Unedic sur le dos des privés d'emploi. Or chaque terrain perdu par une catégorie de travailleurs donne un élan supplémentaire à l'offensive suivante des monopoles, de leur État et gouvernement. Ne tombons pas dans le piège de la division des syndicats de collaboration avec le patronat, d'une catégorie de travailleurs contre une autre. Les intermittents l'ont bien compris. Ils mènent la lutte dans le cadre général du combat pour de meilleures indemnités de tous les privés d'emploi et contre la loi-Travail qui les précarise. Seul 38% des intermittents sont indemnisés (chiffre Pôle emploi 2014). Au moment de l'annonce des films du 69ème Festival de Cannes, au Centre dramatique national de Montpellier bloqué depuis le 12 avril, à Castelmaurou contre la venue de Gattaz, à Toulouse au Théâtre national de la ville et ailleurs, des actions bloquantes sont organisées et font le lien contre la loi-Travail. Au point que Valls manœuvre en annonçant 50 millions pour le spectacle vivant. Les intermittents, comme la jeunesse ou les travailleurs les plus avancés, montrent la voie : bloquer l'économie dans la durée, coordonner les luttes pour faire céder le Capital et le gouvernement.

Même si le chômage et la précarité sont inhérents au capitalisme, le peuple-travailleur doit gagner ces batailles pour défendre ses droits et acquis.

La lutte des intermittents, c'est celle pour les droits de tous les privés d'emploi, c'est aussi celle contre la loi-Travail. Tous ensemble, solidarité de classe !

P.K.

Pôle emploi : Ils sèment le vent, ils récolteront la tempête !



Donnons la parole à une nouvelle inscrite à Pôle emploi : « Ce qui m'a intriguée a posteriori, c'est la façon détachée avec laquelle on m'a orientée dès le premier entretien vers Activ'emploi (mise en concurrence entre le Service Public de l'Emploi et les Opérateurs Privés de Placement). Rien ne m'a été expliqué, on m'a seulement dit qu'il s'agissait d'une réunion pour les plus autonomes. C'est seulement après avoir reçu ma convocation à cette "réunion" que j'ai compris les enjeux : radiation possible si je ne m'y rendais pas, radiation possible si j'abandonnais, radiation possible si je ne consultais pas le site au moins une fois par semaine. Or, ce site n'est au final qu'un amoncellement d'étapes virtuelles à valider pour gagner des vignettes, comme si on était à la maternelle. » (L'Humanité Dimanche, 24 mars 2016). Les méthodes employées par les profiteurs du chômage sont éloquentes : « Sur le Web, des témoignages d'ex-conseillers d'opérateurs privés décrivent les stratagèmes utilisés pour amener les demandeurs d'emploi à la faute : rendez-vous fixés par mail et impossibles à honorer, mauvaises adresses de rendez-vous, faux numéros de téléphone, etc. » (ibid.). Il appartient aux chômeurs de retourner ce mépris patronal contre ses auteurs, et d'opposer à ceux-ci une riposte de masse et de classe.

O.B.

Une première : énorme vague d'action européenne contre le plan de restructuration de General Electric !

3 000 salariés de General Electric, venus de plusieurs pays européens, ont manifesté vendredi 8 avril à la Défense. Ils protestent contre la suppression de 6 500 emplois en Europe. Invoquant un marché difficile et la "nécessité de rendre de la compétitivité" aux activités de l'ex-Alstom, la direction de General Electric a annoncé en janvier des coupes claires dans les activités énergétiques rachetées en novembre au français Alstom pour 9,7 Mds d'€. Pour obtenir l'aval du gouvernement, elle s'est engagée à créer 1 000 emplois en France sur trois ans. 6.500 emplois sont menacés sur 35.000 : 1.700 postes en Allemagne, 1.300 en Suisse, 765 en France, environ 500 au Royaume-Uni comme en Espagne.

Une importante délégation de 700 manifestants était venue d'Allemagne, mais des salariés d'Espagne, d'Italie, de Belgique, de Pologne ou de France participaient également à cette action coordonnée par les organisations affiliées à la Fédération internationale de syndicats industriels. Une délégation du site de Belfort, non concerné par les suppressions de postes mais touché depuis quatre jours par un mouvement de grève selon la CGT, était présente par solidarité. Outre la manifestation sur le parvis de la Défense (à l'ouest de Paris), "des actions de protestation se déroulaient ce même jour



dans plus de 40 sites locaux en Allemagne, en France, en Espagne, en Autriche, en Belgique, en République tchèque, en Suède et en Suisse »

Un manifestant allemand venu de Mannheim, où 80% des 1 066 emplois sont en jeu, dénonce la "casse sociale" et dit espérer que "cette journée d'action européenne portera ses fruits en faveur d'un vrai plan d'investissement".

Au milieu de nombreux drapeaux des syndicats CGT, FO ou du syndicat allemand IG-Metall, et au son des sifflets, klaxons et crécelles, les banderoles proclamaient "Arrêtez le massacre des emplois !", "108 ans d'histoire industrielle à la poubelle", ou en anglais "#EUActionDay_GE General Electric: Keep your word,

stop job cuts!" (Tenez votre promesse, arrêtez les licenciements). C'est une première, j'espère que ce ne sera pas une dernière. Le combat continue pour l'emploi et un véritable plan stratégique pour l'avenir", a déclaré Gabriel Artero, président de la CFE-CGC Métallurgie, lors d'une prise de parole.

Notre Parti soutient cette lutte exemplaire des travailleurs des sites européens de General Electric, bel exemple de syndicalisme de combat de classe unitaire pour garder leur outil de travail, un combat qui mène à celui pour la conquête des moyens de production par la classe ouvrière.

M.N.D.

Nuit Debout ou opération médiatique ?

Depuis des années, le pays traverse une crise politique qui reflète les difficultés, pour la bourgeoisie, de maintenir sa domination sur le pays : le cadre politique instauré par le coup d'État gaulliste en 1958, les représentations sociales qu'expriment les partis politiques bourgeois (social-démocratie comprise), ne semblent plus correspondre aux nécessités du moment. La lutte contre la loi El Khomri révèle le profond mécontentement des travailleurs, des masses populaires, mais l'absence de perspectives empêche que soit posée la question de l'alternative réelle, et que s'exprime politiquement le refus que « l'on ne puisse plus gouverner comme avant ».

La classe ouvrière a perçu très vite l'enjeu de la loi El Khomri, et sa mobilisation est importante, mais elle reste pour l'instant essentiellement syndicale. Le redémarrage des luttes sociales d'ampleur et la prise de conscience du

caractère de classe de la politique du pouvoir par de nouvelles couches sociales provoquent questions, interrogations sur le présent (que faire pour obliger le pouvoir à retirer sa loi ?) comme sur l'avenir (prosaïquement, que faire en 2017 pour que ça change ?). Cela concerne une partie de la jeunesse étudiante et lycéenne qui participe avec enthousiasme aux manifestations, et certains secteurs de la petite-bourgeoisie et des fonctionnaires peu mobilisés dans la bataille, mais qui manifestent leur sympathie. Ces couches sociales étaient, il y a peu, massivement sous l'influence du PS, même à contrecœur, ou sympathisaient avec le Front de Gauche, ou dans la dernière période, se réfugiaient dans l'abstention ou le vote blanc. Il n'est donc pas étonnant, dans ce contexte, et vu l'extrême faiblesse du mouvement révolutionnaire, que cela ouvre la voie à toutes les confusions et à toutes les opérations visant à dévoyer le mouvement. C'est là le sens de l'opération Nuits Debout. Les gens

qui y participent sont effectivement à la recherche de réponses, mais attention : l'enfer est pavé de bonnes intentions !

Depuis février, plusieurs opérations politiques se sont succédé. Il y a eu d'abord celle du projet de « primaires à gauche », conduite par les frondeurs du PS, Cohn-Bendit et certains Verts. Puis celle de la pétition en ligne contre la loi El Khomri, avec en toile de fond, les frondeurs et d'autres Verts. L'initiative a eu un succès de masse, mais n'a pas atteint son but. La réaction du monde du travail et du mouvement syndical (éliminons de celui-ci les béquilles du patronat que sont la CFDT et l'UNSA) lui ont ôté la prétention à prendre l'initiative. Et lorsque la bataille a été engagée, est apparu le mouvement... Nuits Debout. Or immédiatement, ce qui frappe, c'est d'un côté la faiblesse numérique des participants, et de l'au-



tre la couverture médiatique extraordinaire de l'affaire : toute la presse s'en empare, les TV et les radios sont sur le pied de guerre. Et de jour en jour, on va fixer l'attention sur la place de la République comme sur les provocations qui émaillent les cortèges. Tout comme pour les Indignés espagnols avant qu'ils ne deviennent Podemos, les reportages se succèdent.

M.C.
Suite page 4

« Panama papers » et évasion fiscale :

LE SCANDALE, C'EST LE CAPITALISME !



Inquiet, M. Cameron.

Les révélations sur le scandale planétaire d'évasion fiscale (affaire dite des « Panama papers ») sont à analyser selon deux niveaux : 1/ la confirmation de l'état de pourrissement dans lequel est entré le capitalisme au stade impérialiste ; 2/ la récupération idéologique et politique de ces révélations pour freiner la mise en accusation du système capitaliste lui-même.

Offshores et paradis fiscaux : un vol monstrueux sur le dos des travailleurs.

Les informations publiées début avril par une centaine de journaux sur l'énorme fraude spéculative qui sévit dans le monde, ont suscité une légitime indignation : s'appuyant sur 11,5 millions de documents confidentiels de la société panaméenne Mossack Fonseca, ces révélations jettent une lumière crue sur le monde opaque de la finance offshore et des paradis fiscaux. Elles concernent plus de 214 000 entités offshores créées ou administrées par Mossack Fonseca dans 21 paradis fiscaux, et pour des clients issus de plus de 200 pays et territoires. Tous ces « clients » profitent scandaleusement de cette manne d'opacité et de dérèglementations pour s'enrichir frauduleusement sur le dos des salariés de notre pays et d'ailleurs. Ces comptes « planqués », c'est de l'argent volé aux véritables créateurs de richesses que sont les travailleurs.

Une seule « fuite » a révélé un réseau mondial de milliers de sociétés-écrans offshores ; on imagine ce que des fuites dans d'autres banques ou cabinets d'avocats pourraient révéler. Le système mondial des sociétés fictives offshores reste ouvert aux grandes entreprises, à leur utilisation criminelle. Les travailleurs et les peuples subissent durement les effets de ces « pratiques ». Pensons, pour notre seul pays, aux 700.000 chômeurs supplémentaires en 4 ans, aux salaires bloqués, au pouvoir d'achat encore diminué, au projet de loi El Khomri sur la casse du code du travail, aux multiples attaques contre les droits sociaux et démocratiques...

Mais s'il y a lieu de s'indigner, il y a également lieu de s'interroger sur les ressorts véritables, d'un point de vue

idéologique, de telles révélations, médiatisées comme elles l'ont été.

Le dessous des cartes et la manipulation politique

Demandons-nous tout d'abord qui est à la source de la diffusion de ces révélations : le « Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) » est, nous dit-on, une « sorte de fondation entièrement consacrée au travail d'enquête ». Fort bien, mais quand on sait que ses fonds viennent de fondations privées américaines, et que le propre d'une fondation, c'est de garantir la même opacité qu'une société offshore, on est en droit de s'interroger sur le degré d'indépendance de ce consortium à l'égard de l'oligarchie financière (banques + monopoles)...

Pour désigner des coupables, le quotidien *Le Monde* a évoqué « de nombreux chefs d'État, des milliardaires, des grands noms du sport, des célébrités ou des personnalités », mais a pris soin de sélectionner d'abord parmi ceux-là les noms de Vladimir Poutine, du Premier ministre islandais, du footballeur Messi et de Michel Platini : loin de nous l'idée d'avoir une quelconque sympathie pour ces individus, mais politiquement, cette sélection médiatique parmi les cibles potentielles ne laisse pas d'interroger sur celles qu'on ménage, telles que le roi d'Arabie Saoudite, Ian Cameron, père du premier ministre britannique, le président ukrainien Petro Porochenko soutenu et porté au pouvoir par les États-Unis après le coup d'État de 2014 ; pour la France, Patrick Drahi, le propriétaire du groupe Numericable-SFR et actionnaire de nombreux médias : « Libération », « L'Express », « BFMTV... », sans oublier de « grandes » banques françaises comme la Société Générale ou BNP Paribas, qui sont des moteurs de la création d'entreprises financières difficiles à repérer dans les paradis fiscaux.

Enfin, il est reconnu que de nombreuses sociétés offshores légales, et « servant à favoriser l'investissement international » (sic!), sont utilisées comme sociétés-écrans pour dissimuler des avoirs grâce au recours à des prête-noms. Pour autant, on ne trouve guère de remise en cause des accords et traités commerciaux (Maastricht, Lisbonne, ALENA, Traité Transatlantique...) qui,

depuis des décennies, assurent aux monopoles et marchés financiers la levée systématique de toute entrave à la loi du profit maximum. Le comble est de voir l'OCDE désignée comme un champion de la lutte contre le blanchiment, alors même qu'elle fait figure, tout comme le FMI, de gardien émérite du « libre-échangeisme » capitaliste à l'échelle planétaire ! Cette OCDE se garde bien, d'ailleurs, d'inscrire dans sa liste noire des paradis fiscaux, certains pays « à fiscalité avantageuse » où les grandes banques françaises nommées ci-dessus réalisent pourtant un tiers de leurs profits : Luxembourg, Belgique, Irlande, Hongkong, par exemple ; sans oublier les États-Unis qui offrent quantité de sociétés offshores « pleinement légales », répondant « aux besoins d'anonymat et de confidentialité, combinés à la limitation de responsabilité et à la limitation voire à l'exemption de taxes. » (citation d'un site officiel spécialisé dans la création d'entreprises aux USA).

Lorsque F. Hollande affirme que l'enquête des « Panama papers » est « une bonne nouvelle » parce qu'elle « permettra de nouvelles rentrées fiscales », nous ne sommes pas dupes de l'effet de « comm' » recherché : il s'agit pour lui, comme pour l'ensemble de la classe capitaliste, de se prétendre en capacité de « punir » les abus, sanctions qui seront d'infimes gouttes d'eau dans l'océan des fraudes et « optimisations » fiscales à grande échelle.

« Crise de la finance, mauvaise gestion, économie casino ... », ces mots nourrissent les propos des gouvernements qui se succèdent en France, ils nourrissent ceux des partis politiques, des organisations syndicales, de tous ceux qui ne veulent surtout pas remettre en cause le régime capitaliste. Mais la crise n'est pas le résultat d'effets financiers qu'il suffirait de « moraliser ». Les crises tiennent à l'existence même du capitalisme, elles sont inséparables de sa nature, inséparables de son fonctionnement. Des millions de milliards de dollars ne sont pas réinvestis dans la production de marchandises, ils sont accumulés dans la sphère spéculative mondiale. Ces échanges spéculatifs sont de très loin la principale activité de tout le secteur capitaliste du monde, ils sont plus de 300 fois supérieurs aux échanges commerciaux de marchandises réelles. De telles sommes alimentent en permanence une énorme bulle financière qui finit par éclater, comme en 2008 avec la crise qui sévit aujourd'hui dans le monde.

Il n'existe pas d'accommodement possible avec le régime capitaliste où que ce soit. Les grands moyens de production et d'échange, comme ces banques et sociétés financières de toutes sortes, doivent devenir la propriété des travailleurs et être gérés par eux. C'est l'objectif de notre parti.

E.K.
P.F.

Nuit debout Suite

Quand on connaît l'impossibilité d'avoir une couverture dans la presse nationale pour des luttes d'ampleur (ne serait-ce que rendre-compte des manifestations de solidarité avec les Goodyear, qui rassemblent des centaines de personnes un peu partout), comment ne pas s'étonner de voir un journal comme *Le Monde* consacrer sa première page à Nuits Debout dans son édition du lundi 11 avril (sortie le 9 avril...) ; plus d'une page entière de reportage, pour un mouvement à ce moment-là très restreint, et annonçant les Nuits Debout prévues en province. Rien que ce jour-là, la place journalistique occupée était sans commune mesure avec les reportages sur les manifestations des salariés avec les étudiants du 9 mars, du 31 mars et du 9 avril justement. Les chaînes de radio ne nous épargnaient rien des « propositions » qui fusaient, comme celle de « la primaire pour déterminer un candidat issu de la société civile » (?). Mais cela permettait aussi de faire passer le mythe de la « mobilisation citoyenne avec les réseaux sociaux ». Ce que la vraie vie, comme on dit aujourd'hui, dément : il suffit de voir la composition des cortèges et la place qu'y occupe la CGT, pour comprendre que c'est bien la mobilisation militante qui est l'élément déterminant, et en particulier quand la manifestation s'appuie sur la grève !

Au-delà de l'opération de la bourgeoisie, - entretenue par divers incidents, depuis les répressions policières, que nous condamnons, les visites « impromptues » de Varoufakis, l'ex-ministre de Tsipras et ancien conseiller des gouvernements PASOK en Grèce, et de quelques autres venus exercer leur talent d'orateur, ou l'expulsion de l'académicien Finkelkraut de la place de la République -, il n'en reste pas moins que les participants cherchent des solutions, et que si la bourgeoisie peut manœuvrer, c'est que ceux-ci ne s'inscrivent pas dans la rupture avec le système capitaliste. C'est ainsi qu'une brave dame expliquait à un camarade « qui était venu voir », que « si le capitalisme arrêta de martyriser et torturer les animaux, elle ne s'opposerait pas au capitalisme » (sic!) ; les travailleurs à la chaîne, les victimes d'accident du travail, les enfants et les femmes travailleuses du Bangladesh et d'ailleurs, apprécieront ! Coupés de la classe ouvrière et de la lutte des classes - qui pour les uns vient de faire irruption dans leur vie, pour les autres est une redécouverte, mais avec tous leurs ressentiments face aux espoirs déçus par les trahisons diverses -, ces éléments petit-bourgeois tournent le dos aux difficultés du militantisme. Ils se précipitent sur ce qui leur est présenté comme la nouveauté, véhiculant dans le même temps l'idéologie de la classe dominante à base d'hostilité à l'organisation tant syndicale que politique, d'anticommunisme et d'antisoviétisme.

C'est la tâche des communistes, aujourd'hui, d'organiser la classe ouvrière pour qu'elle reprenne en mains son rôle historique, pour ouvrir la perspective révolutionnaire dont elle est porteuse, entraînant derrière elle l'ensemble des couches sociales qui subissent la domination de la bourgeoisie monopoliste, mais qui sont incapables de s'en débarrasser seules.

M.C.

51ème Congrès de la CGT : SYNDICAT D'AMÉNAGEMENT OU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE ?

Répondant en 1920 à la thèse de Trotski "Sur le rôle et les tâches des syndicats", Lénine a rappelé un principe fondamental sur ce que sont les syndicats, y compris en société socialiste : "Les syndicats ne sont pas seulement l'organisation historiquement nécessaire du prolétariat industriel, ils en sont encore l'organisation historiquement inévitable (...) Le syndicat est une école du communisme d'un type absolument inhabituel, car nous n'avons pas affaire à des professeurs et à des élèves, mais à une certaine combinaison extrêmement originale... avec ce que les détachements révolutionnaires avancés, pour ainsi dire l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, ont promu (...) Les syndicats créent la liaison entre l'avant-garde et les masses, que leur travail quotidien a pour effet de convaincre les masses, celles de la seule classe capable de nous faire accéder du capitalisme au communisme. C'est pourquoi parler du rôle des syndicats sans tenir compte de ces vérités, c'est aboutir fatalement à de nombreuses inexactitudes."

Pour un syndicalisme efficace, il faut d'abord avoir analysé la situation politique. Il faut analyser la nature de classe de la société, les objectifs de la classe dominante.

En France, les politiques, quelles que soient leurs références, servent exclusivement les intérêts de la bourgeoisie et de l'oligarchie financière au détriment de la classe ouvrière et des couches populaires.

C'est le démantèlement total de tous les droits et acquis sociaux, aujourd'hui fortement illustré par le projet de loi-Travail. C'est le licenciement sans frais et sans contrainte. C'est plus de 8 millions de chômeurs et de précaires. C'est aussi le règne de l'État policier qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme, s'attaque aux libertés individuelles et syndicales. C'est la criminalisation de la contestation sociale et politique.

Quelle réponse syndicale contre l'offensive de la classe dominante et de son État ?

Paradoxalement, à un moment où le capitalisme prouve encore par ses actes quotidiens son injustice fondamentale, le syndicalisme français se débat toujours dans une crise structurelle caractérisée par une désaffection des adhérents, des reculs des journées de grève interprofessionnelles.

La CGT paye le prix fort de cette crise, comme en attestent les reculs (constants) enregistrés lors des consultations professionnelles notamment dans ses bastions du secteur public.

Le document d'orientation du 51ème Congrès de la CGT, un quasi copier-coller des documents précédents et truffé de préoccupations sociétales, ne mentionne pas de rupture avec les orientations antérieures décidées depuis les 45ème et 46ème congrès. Il conforte son adaptation "à l'évolution du monde du travail", "d'être au plus près des salariés", une litanie répétée à satiété par la bureaucratie.

Le congrès ne marque pas de rupture en profondeur avec le réformisme. Mais il a été marqué par une forte combativité exprimant le mécontentement des adhérents de la confédération : 30 % contre le rapport d'activité ; un appel à préparer la grève du 28 avril par une participation des organismes de base de la CGT, un appel à la grève nationale reconductible « quand c'est possible » et à un premier mai de combat et pour la solidarité internationale. Rappelons aussi que la CFDT a été sifflée et le secrétaire a été obligé de dire qu'il y avait un désaccord avec elle. Certes, rien n'est réglé, mais c'est un pas en avant.

Pour nous communistes, par son histoire, la CGT reste l'organisation qu'il faut reconquérir en priorité, parce qu'elle concentre en son sein un nombre important de militants aguerris et formés à l'affrontement avec les forces du Capital. Dès sa fondation au congrès de Limoges, la CGT s'est définie comme "collectiviste", c'est-à-dire comme tenante de l'appropriation sociale des moyens de production et de l'abolition du salariat. Cette définition est la source du syndicalisme de luttes de classes qui au-delà des revendications quotidiennes dans les entreprises, considère que l'aspiration du syndicalisme est de construire une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Il faut le rappeler, le poids et la force de la CGT depuis la guerre étaient étroitement interactifs avec l'existence d'un PCF révolutionnaire qui, contribuait à la conscientisation des travailleurs, servait de ferment au syndicalisme de luttes de classes.

Face à cet acquis et à cette originalité, le Capital n'a jamais tari sa volonté de détruire tant le PCF que la CGT de classe. Ainsi, on ne peut comprendre et lutter contre l'évolution consensuelle de la CGT sans mesurer la concomitance des attaques externes et internes contre l'identité révolutionnaire du PCF, non parce que la CGT était caricaturée comme sa courroie de transmission, mais parce que le syndicalisme révolutionnaire est porteur d'une double dimension politique et syndicale pour contribuer au renversement du capitalisme.

Notre Parti appelle les syndiqués et les travailleurs à reconstruire la CGT en bas, dans les entreprises en forgeant patiemment l'outil revendicatif au quotidien, en dénonçant les conditions de travail, les pressions sur les salaires par l'augmentation du temps de travail et des cadences, les violations des libertés et du droit syndical, en exigeant le retrait du projet de loi-Travail et de lutter contre ses effets, et, enfin, renouer avec nos traditions internationalistes dénonçant les



Les camarades avec le journal du parti dans une manif du 31 mars. Photo IC

guerres impérialistes, car ces dernières sont parties intégrantes du système d'exploitation.

Reconquérir la CGT, c'est œuvrer à la réappropriation de nos concepts et de notre vocabulaire idéologiques, c'est renouer avec la culture de la grève générale, y compris sur les thèmes politiques qui s'y prêtent, car l'action unie multiforme peut conduire à renverser un gouvernement.

Reconquérir la CGT, c'est renouer avec l'analyse de classe du capitalisme, montrer que ce régime, par la propriété privée des moyens de production et d'échange, est à l'origine de l'exploitation et de l'aliénation salariale, du mal-vivre quotidien, c'est poursuivre la bataille pour que la CGT renoue avec cette double exigence fondamentale : la socialisation des moyens de production, la lutte pour contribuer au renversement du capitalisme et conduire au processus d'abolition du salariat.

C'est un programme impressionnant, mais il n'existe pas une autre voie que d'engager nationalement et internationalement le combat contre le capital monopoliste. Cela passe, faits à l'appui, par la dénonciation sans complaisance et sans retenue, des orientations réformistes, des trahisons et autres compromissions.

AB



Des camarades du parti distribuant devant le Congrès de la CGT. Photo IC

Promotion EI KHOMRI pour la CGT et FO

Vue la concomitance de ces nominations avec la contestation que mènent CGT et FO contre la "loi-TRAVAIL", on pourrait l'appeler "la promotion EI KHOMRI". Deux dirigeants actuel et ancien de ces syndicats "contestataires" sont nommés par le gouvernement à des postes à responsabilité. Elles sont prévues depuis plusieurs mois.

Thierry LEPAON, ancien secrétaire général de la CGT (2013-2015), devrait prendre la présidence d'une nouvelle structure destinée à se substituer à l'actuelle Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), mais ce poste ne donne aucune rémunération ! Le gouvernement, généreux avec ceux qui composent, a trouvé la parade, révélée par *Le Canard enchaîné* : transformer l'ANLCI en une "Agence de langue française" dont le président sera rétribué, et dont VALLS vient d'annoncer la création d'ici la fin de l'année 2016.

Stéphane LARDY, secrétaire confédéral de FO, est nommé, sur proposition du premier ministre (Conseil des ministres du 13 avril 2016), inspecteur général des affaires sociales (IGAS) à compter du 2 mai 2016.

Le gouvernement avait déjà traité la reconversion de syndicalistes :

En janvier 2013, François CHÈRÈQUE, ancien secrétaire général de la CFDT (2002-2012), avait été nommé à l'IGAS, où il avait été chargé de suivre le plan de lutte contre la pauvreté. "Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale", avait raillé Jean-Claude MAILLY, le numéro un de FO.

Et aujourd'hui, il est nommé Haut-commissaire à l'engagement civique, sur proposition de la ministre des affaires sociales et de la santé, et de la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (Conseil des ministres du 13 avril 2016),

Le syndicalisme d'accompagnement, de collaboration de classes, une sinécure assurée pour les responsables "partenaires sociaux", et une calamité pour les travailleurs.

La solution serait que les syndiqué(e)s reprennent en main leur syndicat dans toutes les structures pour imposer le syndicalisme de lutte de classe, l'abandon de l'adhésion à la CES et la ré-adhésion à la FSM.

C.E.

Primaires « à droite », primaires « à gauche » : LA PRIME AU CAPITAL !



Geste de gauche, politique de droite

pour un choc des ambitions détournant le débat public des véritables enjeux politiques.

Ensuite, l'étape « primaires » avant le scrutin présidentiel signifie que l'audience des différents partis se réduit finalement à une joute entre « deux camps », jouant ainsi d'une illusion d'opposition pour mieux dissimuler l'entente entre eux au service du Capital.

Enfin, la dimension de classe apparaît clairement dans

ce système où les candidats en lice financent leurs campagnes en recourant nécessairement aux dons et soutiens financiers privés : seuls les potentiels « champions » sur lesquels parie la classe capitaliste ont une chance de rester en lice.

On voit comment, dans le contexte actuel de pourrissement global et généralisé du capitalisme, ce processus politique des primaires restreint encore davantage l'illusion démocratique du système politique bourgeois.

Le « projet de primaires à gauche » est de ce point de vue particulièrement révélateur de cette crise politique profonde : les deux textes fondamentaux qui portent ce projet visent à refonder la social-démocratie face au ras-le-bol général de la classe ouvrière et de ses alliés contre la casse des conquêtes sociales et démocratiques. Mais le contenu réformiste de ces textes, prétendant construire un « projet alternatif » dans le cadre institutionnel du système politique actuel, ne fait pas plus illusion que les politiques menées alternativement depuis des décennies, en France comme ailleurs en Europe, en Grèce ou en Espagne, où une pseudo « gauche radicale » a gagné les élections : il conduira inévitablement à trahir les intérêts des travailleurs dans l'intérêt de la classe dominante !

La seule et véritable alternative, qui répondra positivement aux aspirations de la classe ouvrière et de ses alliés, n'est pas à attendre d'une recomposition du système politique et institutionnel ; elle sera le résultat du renversement révolutionnaire du capitalisme par les travailleurs eux-mêmes, par la nationalisation des grands moyens de production et d'échanges sous contrôle démocratique du peuple travailleur, et par une nouvelle organisation économique et sociale conçue pour satisfaire leurs aspirations : le socialisme !

E.M.

À l'heure où s'exprime massivement le rejet populaire de la politique menée par le gouvernement PS, l'aréopage politico-médiatique n'a d'yeux que pour la progression des primaires organisées par *Les Républicains* et souhaitées par une certaine « gauche » pour les Présidentielles de 2017. Ce type de primaire, « ouverte » à tous les citoyens (et non pas « fermées », donc réservées aux seuls adhérent-e-s du parti) a été introduit en France en 2012 par le PS.

À ce jour, les choses vont bon train à droite, puisque déjà 12 candidatures se sont déclarées, et que la « frénésie d'ego » va se poursuivre avec l'entrée en lice de Sarkozy et l'annonce de nouvelles candidatures. À « gauche », le psychodrame enclenché en janvier 2016 avec le « Manifeste pour la primaire des gauches et des écologistes » (signé par un éventail intéressé de personnalités, de Romain Goupil, cinéaste trotskiste, à Daniel Cohn-Bendit, farouche défenseur de l'UE, en passant par une députée PS « frondeuse » et un député européen écologiste...) ressemble de plus en plus à « beaucoup de bruit pour rien », le PCF et EELV ayant sans doute entre temps considéré qu'ils avaient plus de plumes à y laisser qu'à y gagner...

Rappelons que le système de primaires, importé des États-Unis en Europe, ne fait qu'aggraver le caractère antidémocratique de l'élection présidentielle !

D'abord, tout débat sur l'orientation politique générale est réduit au seul choix des candidats, quel que soit le parti politique. Les primaires intensifient la dimension oligarchique et personnalisante de l'institution présidentielle ; elles reproduisent à l'échelle d'un « camp politique » l'élection d'un chef auquel est conféré le droit de faire ce qu'il veut pendant cinq ans au mépris de ses engagements. Ce « pré-premier tour » constitue une sorte de caricature de la présidentialisation, fondée sur une exacerbation de l'affrontement entre « personnalités »,

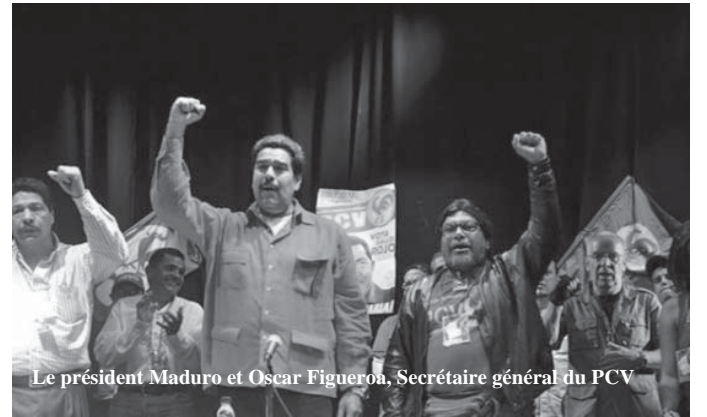
INTERNATIONAL

Avec le Venezuela et la révolution bolivarienne !

La situation en Amérique latine est marquée par une contre-offensive de l'impérialisme US fortement épaulé par ses alliés européens. Dans la dernière période, la conjoncture internationale avait favorisé des processus politiques dont la caractéristique commune était de s'opposer à la politique de Washington. Mais ces processus étaient différenciés. L'Argentine, par exemple, avait à sa tête un gouvernement nationaliste qui a

remis le pays en marche suite à la grave crise financière de la fin du siècle dernier, en permettant à la bourgeoisie argentine de relever la tête, tandis que des mesures sociales étaient prises. Mais à aucun moment, les intérêts de la bourgeoisie, y compris ceux de l'oligarchie alliée aux États-Unis, n'ont été touchés réellement. Au Brésil, le PT de Lula a mené une politique sociale-démocrate classique consistant à se mettre au service de l'impérialisme brésilien (il appartient aux BRICS) sans satisfaire les besoins des travailleurs, avec une corruption généralisée de la vie politique, et l'irruption dans la vie politique de sectes religieuses peu recommandables. Le retournement de la conjoncture économique a vu déferler le mécontentement populaire exploité par les forces de la bourgeoisie qui veulent renforcer les liens avec les USA (qui réactivent ce qu'ils considèrent comme leur chasse gardée) et avoir une plus grosse part du gâteau.

Et puis il y a le Venezuela, où le mouvement populaire conduit par le président Chavez, avec le soutien critique du Parti Communiste du Venezuela, a entamé de vastes réformes posant la question du devenir socialiste de la Révolution. En 2002, la réaction, avec l'aide de l'ambassade US, avait tenté un coup d'État qui a échoué grâce à l'intervention conjointe des forces populaires et des militaires. En matière d'éducation, de santé, de logement, la révolution bolivarienne a réalisé des avancées importantes. Mais le processus est marqué non seulement par la contradiction entre forces boliviennes et réaction, mais aussi à l'intérieur des forces populaires entre révolutionnaires et forces réformistes. C'est ainsi que le pays ne s'est pas donné les moyens de



Le président Maduro et Oscar Figueroa, Secrétaire général du PCV

sortir de l'économie basée sur la rente pétrolière en créant une industrie propre à répondre aux besoins : c'est ce qui a permis de financer les avancées sociales, mais aussi les importations alimentaires subventionnées ensuite à la vente aux consommateurs. De même, certains secteurs du pouvoir se sont laissés corrompre. L'écroulement des prix du pétrole a donc frappé le pays de plein fouet, engendrant un mécontentement important dans la petite-bourgeoisie qui s'est retournée vers les forces réactionnaires. C'est dans ces conditions que les forces du chavisme ont perdu les élections législatives. Mais la réaction ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Elle veut démettre le Président Maduro. Les agressions et les menaces se multiplient contre les militants, tandis que les paramilitaires colombiens font régner la terreur aux frontières. Il y a un risque réel que la droite organise un bain de sang. D'autre part, la situation au Venezuela peut avoir une répercussion dangereuse sur la Colombie, où le processus de paix entre les forces de la guérilla et le gouvernement est avancé, mais butte sur des questions fondamentales : la question des paramilitaires, la garantie des droits démocratiques. Un coup d'État à droite à Caracas pourrait entraîner la remise en cause du processus de paix par la réaction, et des assassinats de masse de militants dans les deux pays !

Notre Parti révolutionnaire - Communistes - a signé l'appel à la solidarité avec la révolution bolivarienne et le Parti Communiste du Venezuela, pour faire du 19 avril 2016 une journée mondiale de mobilisation.

M.C.

Obama est venu à Cuba. Et après ???

Barack Obama est le premier Président des États-Unis à se rendre à Cuba depuis le triomphe de la Révolution, le 1er janvier 1959. Mais qu'est-il venu y faire ? Mettre fin aux différents qui opposent les deux nations depuis cette date ? Ou bien se livrer à un simple changement de méthode pour parvenir au même objectif perfide de toujours : renverser le régime en place ?

Fidel Castro nous livre son opinion dans une lettre intitulée « Frère Obama » du 27 mars 2016 : « (...) Il y a une question importante : Obama a prononcé un discours dans lequel il utilise les paroles les plus sucrées

pour exprimer : « Il est grand temps d'oublier le passé, laissons le passé, regardons le futur, regardons-le ensemble, un futur d'espérances. Cela ne va pas être facile, il va y avoir des défis, et à cela nous allons laisser du temps ; mais mon séjour ici me donne espoir de ce que nous pouvons faire ensemble comme des amis, comme en famille, comme voisins, ensemble. »

Je suppose que chacun d'entre nous a risqué l'infarctus en entendant ces paroles du Président des États-Unis. Après un blocus impitoyable qui dure depuis presque 60 ans, et ceux qui sont morts lors des attaques de mercenaires d'embarcations ou de ports cubains, un avion de li-

gne rempli de passagers explosé en vol, des invasions de mercenaires, des multiples actes de violence et de force ?

Que personne ne se fasse l'illusion que le peuple de ce pays noble et dévoué renoncera à la gloire et à ses droits, à la richesse spirituelle qu'il a gagnée avec le développement de l'éducation, de la science et de la culture.

Je préviens en outre que nous sommes capables de produire les aliments et les richesses matérielles dont nous avons besoin avec l'effort et l'intelligence de notre peuple. Nous n'avons besoin d'aucun cadeau de l'empire. Nos efforts seront légaux et pacifiques, parce que c'est notre engagement avec la paix et la fraternité avec tous les êtres humains qui vivent sur cette planète. »

Fidel nous alerte qu'avec le rapprochement, les États-Unis cherchent à influencer, transformer et renverser. Cuba, pour sa part, s'efforce d'éroder le blocus, obtenir sa levée et de re-

lancer l'économie, tâche considérée comme stratégique pour défendre les acquis de la Révolution, sans une ombre sur sa souveraineté.

Notre tâche est d'aider Cuba dans cette bataille et l'on verra bien « qui vaincra ? » (formule de Lénine). En tout cas, une chose est certaine, c'est que pour gagner la bataille, il faut vouloir la mener. Pour cela, nous soutenons le peuple cubain qui se bat contre l'impérialisme et pour le socialisme, et qui, face à l'ennemi le plus puissant du monde, oppose une résistance héroïque, armé d'un magnifique esprit révolutionnaire.

**Hasta la victoria
siempre !!!**

Ph.L.

Corée du Sud : un État que fréquente François Hollande !



Mme Park Geun-hye, présidente de la Corée du Sud avec François Hollande

La péninsule coréenne est divisée en deux depuis 1945, suite au refus des États-Unis de laisser le peuple coréen décider de son destin. Au nord, la République Populaire et Démocratique de Corée, État socialiste ayant dû affronter l'agression criminelle des États-Unis et de leurs alliés (dont la France) de 1950 à 1953, victime d'un blocus permanent depuis son existence, dont les réalités scientifiques et sociales sont caricaturées par les médias et les gouvernements occidentaux. Au sud, la « République de Corée », créée par les États-Unis qui y imposèrent Syngman Rhee, gangster d'origine coréenne rapatrié dans la zone américaine, s'appuyant sur les anciens collaborateurs des Japonais et les féodaux. Vantée par les dirigeants occidentaux, admirée par les sociaux-démocrates notamment français, la Corée du Sud est marquée par soixante-dix ans de répression des forces démocratiques et révolutionnaires (en 1948, le massacre de Cheju fit 80 000 morts, et en 1980 celui de Kwangju plus de 2000 pour ne citer que deux événements emblématiques). La dictature militaire de Park Chun-hee, dans les années soixante-dix a permis un processus d'accumulation du capital gigantesque, reposant sur une exploitation féroce de la classe ouvrière, la ruine de la paysannerie et de l'agriculture vivrière. Si les forces démocratiques et patriotiques (la question de la réunification du pays étant toujours un enjeu dans les combats de classe en Corée du Sud) ont pu à certains moments sembler marquer des points (concrétisés par les rencontres des présidents sud-coréens de 2000 et 2007 à Pyongyang avec le dirigeant Kim Jong Il) - mais dans « un cadre » politique contrôlé en dernière instance par les États-Unis -, la situation politique a toujours été marquée par la corruption généralisée et érigée en méthode de gouvernement. La politique est déterminée par les grands monopoles et le capital financier (la Corée du Sud est un État impérialiste, qui exporte les capitaux et délocalise la production vers des pays où la main d'œuvre est meilleure marché).

Depuis l'élection contestée à la Présidence de la République de Mme Park Geun-hye, la fille du dictateur Park Chun-hee, le pays voit déferler les scandales de corruption, auxquels s'ajoutent les scandales politico-judiciaires comme celui du naufrage du Séoul. 350 personnes ont péri, dont 254 lycéens après 10 heures d'attente des secours, suite à la loi sur la déréglementation du travail, dont, soit dit en passant, on trouve une parenté certaine avec le projet de loi El Khomri. Face aux mobilisations, le gouvernement recourt à la répression : il a fait interdire le syndicat des enseignants du secondaire, fait investir le siège de la Confédération syndicale la moins modérée (KCTU) et arrêter son Secrétaire général, fait interdire le Parti du Peuple Unifié, arrêté huit militants de l'Alliance Coréenne, dont trois ont été condamnés à la prison, les autres restant en préventive, et présenté un projet de loi contre le terrorisme qui aggrave la loi sur la sécurité nationale, permettant de qualifier de terroriste à peu près toute personne mécontente. Le tout sur fond de bruit de bottes, avec les manœuvres américano-sud-coréennes, dont l'objectif proclamé est la préparation d'une agression contre la RPDC. Chaque année depuis les années 2007, ces manœuvres sont marquées par leur ampleur en hommes et en matériel. Mais cette année bat tous les records, par la mobilisation en bateaux, en sous-marins, en aviation et surtout par le nombre de militaires US impliqués, passé de 7500 (déjà un record) à 15000, et 300 000 sud-coréens ! Quand au thème des manœuvres il est clair : une offensive sur le nord avec prise de Pyongyang et assassinat des dirigeants de la RPDC ! Et ce, le long du 38e parallèle, c'est-à-dire aux portes de la RPDC.

Cette situation inquiétante est cautionnée par l'impérialisme français et ses agents sociaux-démocrates : Hollande vient de faire une visite fort amicale à Séoul, et Park Geun-hye lui a rendu la pareille à Paris...

M.C.

THEORIE ET EDUCATION À L'OCCASION DU 80ÈME ANNIVERSAIRE DU FRONT POPULAIRE.



80 ans après juin 1936, la mémoire collective des Français conserve encore présentes les images positives du Front Populaire : grèves sur "le tas", avec occupations d'usines, les accords de Matignon, la semaine de 40h, les congés payés...

Pourquoi cela a-t-il été possible dans une période particulièrement tendue (les affrontements avec les fascistes en 1934 ne sont pas loin, ils veulent la guerre), la hargne des 200 familles (« plutôt Hitler que le Front Populaire ! »)

Les grèves se distinguent de toutes les précédentes, par :

- leur impétuosité : en moins d'un mois, elles gagnent l'ensemble des industries et paralysent l'économie.
- une nouvelle forme de lutte : l'occupation des usines par les grévistes, la grève sur le tas nuit et jour
- les femmes qui soutiennent leurs maris, leurs filles, leurs fils en grève.
- la prise de conscience qu'il s'agit d'une lutte classe contre classe, l'exemple des Soviets est dans les têtes.

Leur puissance, leur cohésion, qui ne peuvent aboutir qu'au succès des revendications.

Rappelons le contenu des accords de Matignon, les travailleurs obtiennent :

Des contrats de travail, des salaires qui ont augmenté de 7 à 15% (12% en moyenne), et atteignent 50% et plus pour les catégories les plus défavorisées, en particulier, pour les femmes et les jeunes, la liberté d'exercer le droit syndical.

Enfin, ils obtiennent, découlant des accords, la création des Conventions Collectives, garantie pour les délégués élus d'atelier, la semaine de

40h sans perte de salaire, les 2 jours consécutifs de repos hebdomadaire, les 15 jours de congés payés, pas de sanction pour fait de grève, l'obligation de la scolarité jusqu'à 14 ans, etc.

Cette victoire, résultat de la convergence des luttes menées au niveau revendicatif et politique, a renforcé chez les travailleurs leur conscience de classe et leur solidarité. C'est la démonstration de ce que peut arracher un mouvement de masse de la classe ouvrière qui bloque la production et qui a le soutien de la majorité de la population. Surtout, le Front Populaire a permis de porter un coup d'arrêt provisoire à la montée du fascisme.

Il n'en demeure pas moins que seul le socialisme permet d'en finir avec l'exploitation du travail et de répondre aux besoins des masses populaires. Ce qui a suivi l'a démontré amplement : dès que l'affrontement de classe s'est affaibli, la social-démocratie a mis bas les masques, et la bourgeoisie a repris la main, s'attaquant aux conquêtes sociales et se ralliant à l'occupation nazie.

La Révolution est à l'ordre du jour !
Notre parti, le Parti Révolutionnaire - Communistes -, œuvre à sa réalisation.

C.E.



Les messages internationaux d'Hommage à Jean-Luc Sallé

Partito Comunista (Italie)

Le secrétaire général Marco Rizzo, le responsable international Alfonso Gaddi, et la direction centrale du Parti Communiste adressent aux camarades du Parti Frère révolutionnaire Communistes en France les plus sincères condoléances pour la disparition du camarade JL Sallé, ancien responsable de la Coordination Communiste (1993-2003), ancien secrétaire gé-

néral de l'URCF (2003-2015) et actuel secrétaire général-adjoint du Parti Révolutionnaire-Communistes.

La publication Resistenze.org et le site du PC (Italie) ont publié en italien la biographie du camarade Sallé.

Parti Communiste de Grèce

Au Parti Révolutionnaire Communistes de France

Chers camarades,
Nous venons d'apprendre avec grande tristesse le décès brutal du camarade Jean-Luc Sallé, secrétaire général adjoint du Parti Révolutionnaire Communistes de France. Le camarade Sallé, un communiste dévoué, avait eu une importante contribution aux efforts de regroupement du mouvement communiste en France contre le courant de l'eurocommunisme et la mutation du PCF, contre la corrosion opportuniste. Avec son attitude et son action ferme, il inculquait les idéaux du marxisme-

léninisme, de l'internationalisme prolétarien, il mettait en avant la nécessité de créer en France un Parti Communiste ayant une stratégie révolutionnaire. Il était parmi les fondateurs de l'Union des Révolutionnaires Communistes de France (URCF) et puis du Parti Révolutionnaire Communistes de France.

Chers camarades, veuillez transmettre à la famille du camarade nos condoléances les plus sincères.

Pour la Section des Relations Internationales du KKE

Giorgos Marinos,
Membre du B.P. du KKE.
Resp. des Relations Internationales.

LES MESSAGES INTERNATIONAUX D'HOMMAGE À JEAN-LUC SALLÉ



Photo IC

Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme (PADS)

Le 22 février 2016

Chers camarades, Nous sommes profondément attristés par le décès brutal de notre camarade Jean-Luc Sallé.

Le décès de Jean-Luc est une perte non seulement pour la classe ouvrière française et le parti pour la reconstruction duquel il a déployé des efforts soutenus et constants inestimables depuis des années.

C'est tout le mouvement communiste international, véritablement prolétarien et marxiste-léniniste qui vient de perdre en sa personne, un de ceux qui ne se sont pas laissés décourager ou abattre par la victoire de la contre-révolution en URSS et dans les autres pays socialistes. C'est une perte pour tous ceux qui ont entrepris corps et âme de reconstruire sur des bases révolutionnaires le parti d'avant-garde indispensable au renversement du régime capitaliste, à l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière, à la construction de la société socialiste sur la base de la propriété sociale des moyens de production.

Jean-Luc a incarné

la conviction que ces changements fondamentaux sont la condition de l'affranchissement des exploités et des opprimés, de la fin des guerres, de l'établissement des liens de fraternité entre les femmes et les hommes de tous les pays délivrés à jamais de l'exploitation.

Jean-Luc est parti. Malgré cette immense perte, d'autres Jean-Luc prendront sa place. Les idées communistes ne s'éteindront pas avec la disparition de ceux ou de celles qui les ont portées. Comme tous les grands pays capitalistes, la France porte en elle les conditions matérielles d'une révolution prolétarienne. A tous ceux qui s'inspirent des idées que notre camarade Jean-Luc a défendues toute sa vie de poursuivre le combat pour transformer le monde!

Les communistes algériens adressent à sa compagne, notre camarade Marie-Noëlle, à sa famille, à tous nos camarades du Parti révolutionnaire-COMMUNISTES, leurs condoléances les plus attristées, leurs salutations internationalistes.

La Direction du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme



Photo IC

Parti communiste de l'Union Soviétique / Parti Communiste Ouvrier de Russie

Jean-Luc Sallé, remarquable activiste du mouvement communiste moderne en France, grand combattant contre l'opportunisme dans le mouvement communiste international, nous a quitté.

Jean-Luc Sallé a, dès le plus jeune âge, participé au mouvement communiste en France. Etant un philosophe et un historien notable, il a condamné les décisions du XXIIe congrès du PCUS comme révisionniste et portant atteinte au mouvement communiste. Il s'est opposé aussi à l'eurocommunisme.

En 2001, la Coordination Communiste créée par lui a quitté le Parti Communiste Français en déclarant qu'il est nécessaire de réorganiser le mouvement communiste sur les bases du marxisme-léninisme révolutionnaire.

Entre 1993 et 2003, Jean-Luc Sallé a été le coordinateur national de la Coordination Communiste, entre 2003 et 2015 il était le secrétaire général de l'Union des Révolutionnaires Communistes de France qui a succédé à la Coordination Communiste, et dernièrement il était secrétaire général adjoint du Parti Révolutionnaire - Communistes - créé au terme des démarches visant à l'unification du mouvement ouvrier de France avec le socialisme scientifique.

Jean-Luc Sallé a beaucoup fait pour la création de l'organisation moderne des partis marxistes-léninistes qui n'étaient pas contaminés par le bacille de l'opportunisme. Cette organisation est l'Initiative européenne des partis communistes et ouvriers pour l'élaboration des questions européennes et la coordination des actions.

Au nom du PCUS, il est nécessaire d'exprimer ses condoléances au Parti Révolutionnaire - Communistes, à la famille et aux proches de Jean-Luc Sallé, ami fidèle du PCUS, combattant dévoué pour le changement révolutionnaire du monde, pour le socialisme et le communisme.

Premier secrétaire du CC PCUS Serge Alexandrov
Premier secrétaire du CC PCOR-PCUS Victor Tulkin
22 février 2016

Message du Parti Communiste des Peuples d'Espagne

Le Parti Communiste des Peuples d'Espagne regrette profondément la mort du camarade Jean-Luc Sallé, Secrétaire général adjoint du Parti Révolutionnaire Communistes, et il adresse une grande accolade à tou(te)s les militant(e)s du fraternel Parti Révolutionnaire Communistes.

La mort d'un révolutionnaire comme Jean-Luc Sallé est une perte pour tous ceux qui luttent pour le socialisme-communisme et pour l'internationalisme prolétarien. Son travail internationaliste et sa lutte inlassable pour la reconstruction du Parti Communiste en France ont été et restent fondamentaux, pas seulement pour les communistes français, mais aussi pour toute la classe ouvrière mondiale. Aujourd'hui, quand la récupération du marxisme-léninisme en France est de plus en plus nécessaire, les militants communistes comme Jean-Luc Sallé sont et ils seront un exemple pour le mouvement communiste international.

Par conséquent, le PCPE vous encourage à continuer la lutte. Notre meilleur hommage à Jean-Luc, ce sera la victoire!

Vive l'internationalisme prolétarien!
Camarade Jean-Luc Sallé, présent!

Parti du Travail de Corée

Camarade Antonio SANCHEZ
Secrétaire Général du Parti révolutionnaire-Communistes

A l'occasion du décès du camarade Jean-Luc SALLÉ, secrétaire général adjoint du Parti révolutionnaire-Communistes, le Département International du Comité Central du Parti du Travail de Corée exprime ses profondes condoléances.

Par le passé, le camarade Jean-Luc SALLÉ a soutenu et encouragé activement la lutte de notre Parti et de notre peuple visant à édifier un pays socialiste puissant et à réaliser la réunification indépendante du pays et nous l'apprécions hautement.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre espoir que les relations entre nos deux partis se développeront favorablement sous les idéaux de la lutte commune contre l'impérialisme et pour le socialisme.

Très haute considération.
Département International du Comité Central du Parti du Travail de Corée
Pyongyang le 24 février 2016.

ÉLECTION LÉGISLATIVE EN LOIRE ATLANTIQUE

Dans cette circonscription qui comprend plusieurs quartiers de Nantes, Saint Herblain, Couëron et plusieurs localités proches de Notre-Dame-Des-Landes, il s'agissait de remplacer J. M. Ayrault député PS depuis 40 ans, nommé récemment Ministre par F. Hollande.

Cette élection a été marquée par une abstention massive, sur 88574 d'électeurs inscrits 65996 ne sont pas allés voter, soit 74,51%.

Par rapport à 2012, le PS avec 28589 voix et 34,4%, perd plus de 22 000 votants. Le PR allié avec l'UDI et le Modem avec 23,54% des voix, le FN avec 11,3%, le PCF avec 5,04%, perdent la moitié de leurs voix.

Les écologistes qui avaient pris position contre l'aéroport de Notre Dame des Landes obtiennent 17%.

Notre Parti Révolutionnaire -Communistes- présentait Olivier TERRIEN, aide soignant au CHU de Nantes, membre du Bureau National de notre parti; malgré cette abstention massive, il obtient le même nombre de voix qu'en 2012 (233) et voit son pourcentage passer de 0,44 à 1,07%. Dans la commune de Couëron, notre candidat obtient même 2,27%. Notre parti conforte son implantation comme le seul parti révolutionnaire.

Les semaines de campagne des élections législatives partielles ont été un moment de forte mobilisation des adhérents de notre Parti, aidé par de nombreux sympathisants. Des milliers de tracts appelant à voter pour notre candidat, Olivier Terrien, ont été diffusés dans les entreprises sur les marchés, lors des nombreuses manifestations contre la loi-Travail du gouvernement PS.

Les adhérents ont multiplié les contacts avec leurs collègues, leurs amis, leurs voisins. Les tracts ont été déposés dans les boîtes aux lettres des quartiers populaires, les porte-à-porte et les débats publics ont permis d'avoir de nombreuses discussions au cours desquelles nous avons développé nos analyses, nos arguments, nos propositions. Les conférences de presse ont permis à Olivier Terrien de rappeler notre position anticapitaliste sans ambiguïté.

Pour le second tour, notre Parti a appelé les électeurs à ne voter pour aucun des deux candidats restant en lice. Jamais nous n'appellerons à voter pour des partis qui s'inscrivent dans la logique du capitalisme.

Nous appelons les électeurs à faire un vote de lutte en déposant dans l'urne un bulletin de vote édité par notre Parti Révolutionnaire -Communistes-

Les électeurs qui ont voté pour le Parti Révolutionnaire -Communistes- ont exprimé l'exigence d'un changement de politique et de société dont nous sommes les seuls porteurs.

C.G.

Pour nous écrire :
Les Amis d'Oulianov
B.P.40084
75862 Paris
cedex 18

Pour nous écrire :
Communistes
99 bis avenue
du Général Leclerc
75014 Paris

Prix au numéro :
2 euros

COMMISSION PARITAIRE N°1017
P 11172 jusqu'au
31.10.2017
N° ISSN-12-59-9050
EDITE PAR NOS SOINS

Consultez les sites
<http://www.URCF.Fr>
<http://www.comunistes.org>

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 AN = 19 € (124.19 Fr)
Privés d'emploi et étudiants 10 €
Abonnement de soutien à partir de 30 € et plus

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal
Ville :

Chèque à l'ordre des "Amis d'Oulianov"
B.P 40084
75862 PARIS CEDEX 18

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
JEAN SANITAS
DIRECTEUR POLITIQUE
Emmanuelle Kraemer
Rédacteur en chef
Philippe Touchet

IC N° 133
Mars
Avril
2016